

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13331 MARSEILLE

MARSEILLE, le 20 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GCA LOGISTICS FOS

Plateforme logistique DISTRIPORT
5 avenue de Shanghai
13230 PORT ST LOUIS DU RHONE

SPR/UICPE/JN/n° 170-2023
Références : D-1690 MRT-2022
Code AIOT : 0006410881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement GCA LOGISTICS FOS implanté Plateforme logistique DISTRIPORT 5 avenue de Shanghai 13230 PORT ST LOUIS DU RHONE. L'inspection a été annoncée le 26/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GCA LOGISTICS FOS
- Plateforme logistique DISTRIPORT 5 avenue de Shanghai 13230 PORT ST LOUIS DU RHONE
- Code AIOT : 0006410881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement GCA Logistics FOS est implanté sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône depuis 2016.

Il s'agit d'un entrepôt de logistique et de stockage, notamment de matières combustibles et/ou dangereuses.

L'établissement est classé Seveso seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité des rétentions au chapitre 8.6 de l'AP d'autorisation (+ l'AM du 11/04/2017 modifié et l'AM du 24/09/2020 sur les liquides inflammables)
- Questions relatives aux Portés à Connaissance, avancement des réponses à la demande de compléments et suites des procédures

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Dimensionnement rétentions LI	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.I.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Dispositions relatives aux règles parasismiques applicables à certaines installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Capacité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.III.	/	Sans objet
5	Étanchéité des rétentions et compatibilité des produits	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.V.	/	Sans objet
6	Emplacement, conception et examen des rétentions déportées	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.VI.	/	Sans objet
7	Dispositifs de vidange	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.VII.	/	Sans objet
9	Détection liquides	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.IX.	/	Sans objet
10	Confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.X.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Système de prévention de la propagation du feu au niveau des rétentions LI	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.II.	/	Sans objet
4	Dimensionnement des rétentions (autres que LI)	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.IV.	/	Sans objet
8	Gestion des pertes de confinement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.VIII.	/	Sans objet
11	Modifications d'une ICPE	Code de l'environnement, article R. 181-46	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dimensionnement des rétentions du site de GCA Logistics Fos à Port-Saint-Louis-du-Rhône n'est pas conforme pour les cellules de stockage de liquides inflammables, et doit être vérifié en ce qui concerne les autres cellules de produits dangereux, au regard des augmentations de capacité demandées. L'exploitant doit vérifier les volumes de rétention nécessaire et se mettre en conformité.

L'exploitant doit justifier également que ces rétentions sont résistantes aux propriétés physico-chimiques des produits qu'elles sont susceptibles d'accueillir, et qu'elles conservent ces propriétés dans le temps.

Lorsque les cuves de rétention des produits dangereux sont remplies, le surplus éventuel déborde sur le sol et s'écoule gravitairement vers le réseau des eaux pluviales : l'exploitant doit justifier l'étanchéité des surfaces d'écoulement, et à défaut, met en place un dispositif afin d'éviter tout risque de pollution des sols.

Enfin, un arbre a poussé dans le bassin de confinement des eaux de la noue Est : l'exploitant doit prendre les mesures pour garantir l'étanchéité de ce bassin.

Ces demandes de mise en conformité doivent permettre à l'exploitant de réagir en cas de déversement accidentel d'un produit dangereux et d'éviter les sur-accidents.

Concernant le risque sismique, le site est concerné par la remise d'une étude sismique, déjà demandée lors d'une précédente inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement rétentions LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.I.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque cellule de liquides inflammables est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. À chacune de ces zones est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte déterminé au vu de l'étude de dangers. La rétention susvisée est constituée de cuves de rétention enterrées extérieures à tout bâtiment, d'un volume total de 187 m ³ , surversant dans la noue Est. La zone de collecte est constituée d'un dispositif passif. Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers la rétention susvisée. Le dispositif fait l'objet d'un examen visuel approfondi semestriellement et d'une maintenance appropriée.
Constats : La cellule 7.2 de stockage des liquides inflammables a une surface de 1 212 m ² , divisée en 4 zones de collecte de moins de 500 m ² chacune. La cellule 7.1 de stockage des aérosols, contenant des liquides inflammables, a une surface de 408 m ² . La cellule 7.2 est susceptible d'accueillir au maximum 744 m ³ de liquides inflammables et la cellule 7.1 est susceptible d'accueillir au maximum 22 m ³ de liquides inflammables (cf. DDAE et EDD). Ces deux cellules sont reliées à une rétention déportée constituée de deux cuves communicantes : l'une de 100 m ³ , l'autre de 87 m ³ , soit un volume global disponible de 187 m ³ . Dans l'étude de dangers du site, les besoins en eaux d'extinction sont estimés à 121 m ³ pour la cellule 7.2 et à 128 m ³ pour la cellule 7.1. Avec la rédaction actuelle de l'arrêté préfectoral du site, la rétention associée aux cellules 7.1 et 7.2 devrait être dimensionnée afin d'être en capacité de recevoir 100 % de la capacité des récipients mobiles associés (soit 744 + 22 = 766 m ³ de liquides inflammables) et les eaux d'extinction (soit 121 + 128 = 249 m ³), soit un volume de 1 015 m ³ . Or, la rédaction de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 prévoit un alinéa supplémentaire ainsi formulé : « La ou les rétentions déportées peuvent être communes à plusieurs zones de collecte. Dans ce cas, son ou leur volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacune des zones de collecte associées. » La rédaction actuelle du premier alinéa de l'article 8.6.I. de l'arrêté préfectoral du 23/07/2015 apparaît donc inadaptée. En lieu et place, il convient d'appliquer les dispositions de l'article III.13-I. (selon les modalités d'application du II de l'annexe 1) de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation. Dans ces conditions, le dimensionnement de la rétention associée aux cellules de liquides inflammables (7.1 et 7.2) devrait permettre de contenir un volume minimal correspondant à la somme : - du plus grand volume de collecte parmi les zones de collecte des cellules 7.1 et 7.2, - et du volume d'eaux d'extinction associé à cette zone. Selon le plan de récolement, la rétention associée aux cellules de stockage des liquides inflammables a une capacité de 187 m ³ . Mais ce volume de 187 m ³ (prescrit dans l'arrêté préfectoral du site) ne permet pas de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel car il n'inclut pas le volume d'eaux d'extinction. Il convient toutefois de noter que la rétention est bien située à l'extérieur de tout bâtiment. Concernant la surverse, en cas de saturation, la rétention n'est pas reliée à une évacuation spécifique : le surplus potentiel se répandrait donc à la surface (graviers) et s'écoulerait

<p>gravitairement (d'après le plan de récolement des réseaux humides) vers le réseau drainé par la noue Est.</p> <p>Les pentes des cellules LI permettent d'assurer le drainage des effluents vers des regards, reliés à la rétention.</p> <p>L'exploitant réalise une inspection trimestrielle de ses installations, qui prévoit la vérification des dispositifs de drainage présents dans les cellules de substances dangereuses.</p>
<p>Observations :</p> <p>Pour cet article, la prescription est partiellement inadaptée.</p> <p>Les dispositions à appliquer sont donc celles de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.</p> <p>L'article 8.6.I. arrêté préfectoral du site sera modifié par un arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Toutefois, quelle que soit la référence réglementaire retenue, le volume de la rétention associée aux cellules de liquides inflammables du site est sous-dimensionné.</p> <p>Il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article III.13 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en calculant les volumes de rétention nécessaires associés aux cellules de stockage de liquides inflammables 7.1 et 7.2 et en transmettant sous un mois ses conclusions ; - en transmettant sous deux mois un échéancier permettant d'achever la mise en conformité des rétentions associées aux cellules 7.1 et 7.2 avant le 1^{er} janvier 2024 ; - en réalisant avant le 1^{er} janvier 2024 les travaux de mise en conformité des rétentions associées aux cellules 7.1 et 7.2.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Système de prévention de la propagation du feu au niveau des rétentions LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.II.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La disposition et la pente du sol autour des récipients mobiles sont telles que, en cas de fuite, les liquides inflammables soient dirigés uniquement vers la capacité de rétention. Le trajet aérien suivi par les écoulements accidentels entre les récipients mobiles et la capacité de rétention ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux cellules de stockage. Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent d'un équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre la cellule de stockage et la rétention déportée (par exemple, un siphon antifeu). La rétention déportée est dimensionnée de manière qu'il ne puisse y avoir surverse de liquide inflammable lors de son arrivée éventuelle dans la rétention.
Constats : Le plan de récolement présenté lors de la visite d'inspection indique les pentes du sol des cellules liquides inflammables : elles convergent vers les regards permettant l'évacuation des effluents potentiels vers les rétentions. Les tuyauteries amenant les effluents dans les deux cuves de la rétention des liquides inflammables sont équipées d'un siphon coupe-feu situé en amont du déversement dans la cuve (présence attestée dans l'audit de récolement du site daté du 2 mars 2017). Le positionnement du siphon le rend inaccessible, son bon fonctionnement ne peut donc être vérifié. Les 2 cuves de rétention sont reliées entre elles de façon à surverser l'une dans l'autre par un point haut. En cas de saturation, elles ne sont pas reliées à une évacuation spécifique : le surplus potentiel se répandrait donc à la surface et s'écoulerait vers le réseau drainé par la noue Est.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.III.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles, y compris les conteneurs, de créer une pollution de l'eau ou du sol est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale quand elle ne contient pas de liquides inflammables ou 50 % dans le cas où cette capacité contient des liquides inflammables (cas des récipients ou capacités de liquides inflammables nécessaires au fonctionnement de l'établissement), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>Les dispositions du III du présent article ne sont pas applicables aux cellules de liquides inflammables.</p>
<p>Constats : Étant donné le type de produits stocké, l'exploitant indique ne pas être concerné par la disposition spécifique aux récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres.</p> <p>Dans le cas des cellules de stockage de produits dangereux de cet entrepôt, les rétentions doivent être en capacité de reprendre 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Avec les différents PAC déposés depuis 2016, la capacité de stockage des cellules serait augmentée, notamment pour des rubriques telles que la 4510 pour laquelle la part de produits liquides est majoritaire. Les rétentions de ces cellules sont donc susceptibles d'être sous-dimensionnées au regard des produits stockés.</p>
<p>Observations : Sous 1 mois, l'exploitant clarifie, pour chaque cellule de produits dangereux, la quantité maximale de produits liquides susceptibles d'être stockés, il calcule les volumes de rétention nécessaires associés à ces cellules et il transmet son analyse à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dimensionnement des rétentions (autres que LI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À l'exception des cellules de liquides inflammables équipées de rétention répondant au I du présent article, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>[...]</p> <p>Les sous cellules 5.2, 5.3, 5.4 et 6.2 sont reliées à des cuves de rétention enterrées extérieures à tout bâtiment, d'un volume total de 222 m³, surversant dans la noue Est.</p> <p>La sous cellule 6.1 est reliée à une cuve de rétention enterrée extérieure à tout bâtiment, d'un volume total de 78 m³, surversant au niveau des quais.</p> <p>Les zones de collecte sont constituées d'un dispositif passif. Le liquide recueilli au niveau des zones de collecte est dirigé par gravité vers les rétentions susvisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le sol des cellules de stockage de l'entrepôt est constitué d'une dalle béton, dont les pentes sont conçues de façon à drainer l'écoulement vers les cuves de rétention. L'exploitant réalise une inspection trimestrielle de son site : parmi les points à vérifier, il s'assure notamment de l'absence de fissuration du béton. Les opérateurs sont aussi invités à signaler toute dégradation du revêtement. Des travaux de réfection du sol sont menés en cas de détection d'une dégradation.</p> <p>La rétention associée aux cellules 5.2, 5.3, 5.4 et 6.2 est constituée de deux cuves reliées de 100 m³ et 125 m³, enterrées, extérieures au bâtiment. En cas de saturation, les cuves ne sont pas reliées à une évacuation spécifique : le surplus potentiel se répandrait donc à la surface et s'écoulerait vers le réseau drainé vers la noue Est.</p> <p>La rétention associée à la cellule 6.1 est constituée d'une cuve de rétention de 87 m³, enterrée et extérieure au bâtiment. En cas de saturation, la rétention n'est pas reliée à une évacuation spécifique : le surplus potentiel se répandrait donc à la surface et s'écoulerait vers le quai de chargement puis le réseau d'eaux pluviales dirigé vers la noue Ouest.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Étanchéité des rétentions et compatibilité des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.V.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même rétention.
Constats : L'exploitant a présenté l'attestation de l'installation des cuves de rétention des cellules de stockage de produits dangereux, datée du 12 août 2016. Il y est indiqué que les rétentions sont recouvertes d'un revêtement bitumineux et sont conçues pour recevoir des produits chlorés. Mais les informations présentées dans les documents techniques relatifs aux rétentions ne permettent pas de justifier la résistance à l'action physico-chimique des produits susceptibles de rejoindre la rétention (notamment l'émulseur des eaux d'extinction et la résistance au feu). Les rétentions sont fermées à leur sommet au niveau d'un trou d'homme, équipé de piquages fermés par des bouchons en plastique. Lors de la visite d'inspection, les bouchons en plastique étaient bien positionnés sur les rétentions. L'étude de dangers réalisée en 2013, préalablement à la mise en service des installations, confirmait l'absence d'incompatibilité entre les produits susceptibles de s'écouler dans une même rétention.
Observations : L'exploitant justifie sous 15 jours de la résistance physique et chimique de ses rétentions aux produits qu'elles pourraient contenir. Il transmet dans les mêmes délais les « certificats d'épreuve et étanchéité des réservoirs », normalement remis lors de l'installation. L'exploitant justifie sous 1 mois (dans le cadre des compléments demandés pour l'instruction des PAC) que les modifications sollicitées dans le cadre des différents PAC déposés depuis 2016 ne conduisent pas à relier des produits incompatibles à une même rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emplacement, conception et examen des rétentions déportées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.VI.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rétentions extérieures à tout bâtiment : <ul style="list-style-type: none">- sont implantées hors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers pour chaque incendie de cellule de liquides inflammables prise individuellement ;- sont implantées à moins de 100 mètres d'au moins un appareil incendie (bouche ou poteau incendie) d'un diamètre nominal 150 millimètres (DN150), dont l'emplacement est défini dans l'étude de dangers au regard des potentiels incendies susceptibles de survenir dans chaque cellule de liquides inflammables prise individuellement. Une réserve d'émulseur destinée à des moyens de pompage fixes ou mobiles, dont la quantité et l'emplacement sont également définis dans l'étude de dangers, est également implantée à proximité de la rétention, si nécessaire ;- sont constituées de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi ;- sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ;- sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. Les rétentions prévues dans le présent article font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel simple régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Pour la cellule de stockage des liquides inflammables, les modélisations de l'EDD concluent que les effets thermiques ne sortent pas du bâtiment.- D'après le plan de localisation des moyens d'incendie (POI), des poteaux incendie DN150 sont implantés à une distance de moins de 100 mètres des rétentions. Une réserve d'émulseur de 5000 litres se trouve dans la cellule 7.1 de stockage des aérosols, à moins de 100 mètres des rétentions.- L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la résistance au feu de ses rétentions (cf. point de contrôle précédent).- L'exploitant a présenté une attestation indiquant que la paroi intérieure des rétentions était couverte d'un revêtement bitumineux (cf. point de contrôle précédent).- L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la capacité de résistance à la pression statique des liquides et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis, excepté le chlore (cf. point de contrôle précédent). <p>Dans le cadre de ses inspections trimestrielles, l'exploitant vérifie l'absence de liquide dans les cuves de rétention, répondant ainsi à la prescription d'examen visuel simple. Depuis la mise en service, aucun examen plus approfondi n'a été mené et l'exploitant n'est pas en mesure de s'assurer de la pérennité de l'étanchéité de sa rétention.</p>
Observations : L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité des propriétés étanches de ses rétentions. Il justifie sous 1 mois à l'inspection des moyens mis en œuvre afin d'atteindre cet objectif. L'exploitant formalise les modalités de réalisation de l'examen visuel approfondi. Un tel examen est réalisé sous 1 mois, l'exploitant transmet son rapport à l'inspection sous 2 mois, où il justifiera notamment de l'état de l'étanchéité de toutes ses cuves de rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositifs de vidange

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.VII.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des liquides pouvant s'accumuler dans les rétentions. Ces dispositifs : <ul style="list-style-type: none"> - sont étanches en position fermée aux liquides susceptibles d'être retenus ; - sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ; - peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention. La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.
Constats : Trois des cinq cuves de rétentions sont équipées d'une canne d'aspiration, positionnée à côté du trou d'homme. Lorsque du liquide doit être retiré des rétentions, une entreprise spécialisée intervient et pompe le liquide au moyen de ces cannes. Pour les deux rétentions qui ne sont pas équipées de cannes, l'opération s'effectue à l'aide d'un flexible introduit dans la rétention par un piquage.
Observations : L'exploitant formalise sous 1 mois les conditions d'intervention de la vidange des rétentions par une procédure. Il installe des cannes d'aspiration (ou tout dispositif équivalent) sur les deux cuves de rétention qui n'en sont pas encore dotées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des pertes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.VIII.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de fuite d'un récipient mobile ou sur un groupe de récipients mobiles, les dispositions suivantes sont mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> - analyse de la situation et évaluation des risques potentiels ; - isolement du récipient ou de la palette dans les meilleurs délais si la fuite ne peut pas être interrompue ; - mise en œuvre de moyens en vue de prévenir les risques identifiés dans l'étude de dangers ; - application des consignes prévues pour récupérer, neutraliser, traiter ou éliminer le liquide perdu. [...]
Constats : L'exploitant a présenté une fiche pédagogique « Déversement de produit » (fiche sécu 16) à destination des opérateurs, qui a fait l'objet d'échanges directs avec les opérateurs lors d'une « actualité sécurité » en 2022. Cette fiche liste les dispositions immédiates à prendre en cas de fuite de produit, en cohérence avec l'article 8.6.VIII. de l'arrêté préfectoral du 23/07/2015.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détection liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.IX.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rétentions enterrées sont équipées d'une alarme de présence de liquide avec une transmission au local sécurité.
Constats : Les cuves des rétentions sont toutes équipées d'un détecteur de liquides. L'alarme de présence de liquide est reportée sur un tableau avec des voyants lumineux, à l'accueil. L'exploitant a indiqué avoir remplacé la totalité de ces détecteurs en 2022. Lors de la visite d'inspection, une alarme était active sur l'une des rétentions : l'exploitant a indiqué avoir réalisé un examen visuel et confirmé l'absence de produit dans la rétention. Le constructeur du détecteur a été contacté.
Observations : L'exploitant justifie à l'inspection, sous 15 jours, de l'état du détecteur défectueux lors de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.X.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire puis convergent vers cette capacité spécifique. [...] En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Le volume de confinement minimum est de 4 510 m ³ et est réparti de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">- un volume de 2 200 m³ dans les cellules n°1 à 5 (excepté la zone de stockage de produits dangereux) ;- un volume de 470 m³ au niveau des quais camions ;- un volume de 600 m³ au niveau de l'aire des conteneurs ;- un volume de 1 240 m³ au niveau de la noue Est. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : Lorsque les cuves de rétention des produits dangereux sont remplies, le surplus éventuel déborde sur le sol et s'écoule gravitairement vers le réseau des eaux pluviales, en capacité d'être confiné au niveau de la noue Est. Toutefois, la surverse potentielle de la rétention s'écoule sur une surface possiblement non étanche (sol gravillonné entre la rétention et la voirie). Un risque de pollution des sols ne peut donc pas être exclu. Les volumes de confinement ont été attestés par les relevés d'un géomètre, le 16 septembre 2016 : <ul style="list-style-type: none">- volume des cellules n°1 à n°4 + cellule n°5.1 : 2 250 m³- volume de confinement des quais camions : 470 m³- volume de confinement de la noue Est : 1 290 m³ Le volume de confinement de la noue Est comprend à la fois la buse en béton d'un mètre de diamètre intérieur qui longe le site, et le bassin situé à l'extrémité de la buse, à côté de l'aire conteneurs. Lors de la visite d'inspection, un arbuste d'environ 1,50 m de haut se trouvait dans le bassin, au niveau du déversement de la buse. La présence de cet arbuste est susceptible de remettre en question l'étanchéité du bassin.
Observations : L'exploitant retire l'arbuste présent dans le bassin. Il justifie sous 15 jours à l'inspection de l'étanchéité du bassin (et donc de sa capacité de confinement des eaux d'extinction en cas d'accident). L'exploitant justifie sous 15 jours de l'étanchéité de la surface gravillonnée présente autour des rétentions. Si la surface n'est pas étanche, l'exploitant remet à l'inspection sous 1 mois un échancier permettant d'achever la mise en conformité sous 3 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Modifications d'une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à la préfecture plusieurs PAC, depuis sa mise en exploitation en 2016, portant sur des augmentations de capacité de plusieurs rubriques et la modification de la répartition des produits.</p> <p>Le 26 juillet 2022, un nouveau PAC a été déposé, qui a fait l'objet d'une demande de compléments de la part de l'inspection le 29 août, demandant le dépôt d'un dossier d'examen au cas par cas pour le 29 septembre et la réponse aux compléments attendus pour le 29 novembre 2022.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir transmis à la préfecture le 19 octobre par courrier postal un dossier d'examen au cas par cas.</p>
Observations : <p>Lors de la visite d'inspection, ce sujet a été abordé pour lever certaines questions. En plus des compléments précédemment demandés, l'exploitant devra aussi se positionner sur les quantités maximales de liquides inflammables et leur répartition, sous 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dispositions relatives aux règles parasismiques applicables à certaines installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Étude séisme
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le présent article s'applique : - aux installations existantes seuil haut situées en zone de sismicité 3,4,5, ou en zone de sismicité 2 avec une classe de sol D ou E ; - aux installations nouvelles seuil haut ; - aux installations existantes seuil bas situées en zone de sismicité 4 ou 5 ; - aux installations nouvelles seuil bas situées en zone de sismicité 3,4,5, ou en zone de sismicité 2 avec une classe de sol D ou E. Toutefois, il ne s'applique pas à ces installations lorsqu'une étude locale prévue à l'article 14-2 a conduit à des accélérations inférieures à celles correspondant pour une classe de sol donnée, aux zones les plus faibles indiquées aux alinéas précédents. Pour ces installations, le préfet prend acte de l'étude locale prévue à l'article 14-2 remise par l'exploitant. L'exploitant élabore une étude séisme permettant de : - justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme, en appliquant les accélérations de calcul de l'article 14-1-I-a) pour les installations nouvelles, et de l'article 14-1-I-b) pour les installations existantes, après prise en compte le cas échéant de l'article 14-2, et après prise en compte le cas échéant des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations ; - présenter l'ensemble des équipements devant être étudiés et les dispositions prises pour assurer la pérennité de leur efficacité reprenant au minimum le plan de visite mentionné à l'article 11 ; - présenter un échéancier des travaux à réaliser dans les délais précisés à l'article 13, le cas échéant, dont la priorisation peut être justifiée par une étude technico-économique. Cette étude peut être réalisée à partir des guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2021, et par le rapport d'inspection du 21 avril 2022, il avait été demandé à l'exploitant de remettre son étude séisme sous 1 mois. Par courrier du 18 mai 2022, l'exploitant a répondu qu'il souhaitait obtenir un délai plus long (6 mois) pour la réalisation de cette étude. Lors de la visite d'inspection du 19 octobre 2022, l'exploitant n'avait pas remis son étude séisme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois